

COVID-19 – ESPAGNE-PORTUGAL
Conséquences sur le secteur Agriculture – Alimentation – Pêche

Veille du 14 avril 2020

Résumé :

Après deux semaines d'« hibernation » économique, l'Espagne met en place un **retour encadré et limité au travail pour quelques activités considérées comme non essentielles**, telles que l'industrie et la construction. Tous les commerces restent fermés, à l'exception des magasins alimentaires et des pharmacies.

Disponibilité accrue des produits alimentaires dans toutes les chaînes de la grande distribution, les prix restent stables, y compris "en ligne".

Malgré des tensions sur les palettes, **le transport de marchandises continue de se dérouler normalement**, notamment avec le Maroc depuis l'assouplissement des exigences administratives.

Le ciel s'obscurcit pour les éleveurs espagnols de volailles, dont les ventes sont revenues aux niveaux habituels dans le commerce de détail, tandis qu'aucune activité n'a repris dans les bars et restaurants.

En Espagne, **situation toujours délétère pour les horticulteurs d'ornement**, dont l'activité se limite aux couronnes pour les enterrements. Tous comme les éleveurs ovins/caprins, ils sont éligibles aux dispositifs de financement de l'Institut de crédit officiel.

Après plusieurs semaines de hausse, **les cours des céréales amorcent un repli**.

La **surproduction laitière** touche aussi l'Espagne et les Açores, qui demandent le stockage.

En revanche, **conjuncture favorable pour les protéines et oléagineux**, et **début d'éclaircie pour les concessionnaires** de machines agricoles, après une chute des ventes en mars.

Fort recul d'activité pour la bière et le vin portugais, qui se tourne vers la production d'alcool sanitaire.

Ralentissements dans les importations portugaises de poisson.

ESPAGNE 

Circulation des marchandises et des personnes

Tension sur les palettes. Selon la Fédération espagnole des palettes et produits du bois pour la manutention (FAPROMA), il est devenu plus difficile de récupérer les palettes consignées suite à l'intensification du flux de denrées alimentaires et produits sanitaires, et la production de nouvelles palettes a dû être augmentée pour répondre à la forte demande. Il y a donc actuellement sur le marché bien plus de palettes neuves que d'habitude, mais la situation devrait se « régulariser » une fois la crise terminée.

Assouplissement administratif pour fluidifier au maximum le transport de marchandises entre l'Espagne et le Maroc. Selon la Fédération nationale des associations de transporteurs d'Espagne (FENADISMER), les ministères des Transports espagnol et portugais ont établi une doctrine commune d'extension temporaire de validité des documents indispensables au transport (permis de conduire, visa, contrôle technique du véhicule, etc.) afin d'éviter que l'expiration de l'un d'entre eux ne vienne entraver la bonne circulation des marchandises, dans un contexte où il est difficile de les renouveler. La possession d'un permis bilatéral autorisant le transport des marchandises reste toutefois nécessaire, et le ministère des transports espagnol a mis en place une procédure d'assistance dédiée pour en faciliter la demande.

Filières agricoles

- **Huile d'olive**

Cri d'alarme des producteurs espagnols d'huile d'olive suite aux sanctions douanières US qui font chuter les exportations aux États-Unis. Les volumes d'exportations pour février 2020 sont inférieurs de 83% à ceux de février 2019, et ont perdu 23% rien que depuis décembre 2019. Ces baisses n'ont aucun lien direct avec la crise sanitaire, et font suite à la mise en place en 2019 de sanctions douanières américaines dans le cadre du conflit Airbus. Elles n'en sont pas moins dévastatrices pour les coopératives oléicoles, qui ont interpellé le ministère de l'Agriculture pour remédier à cette situation, actuellement totalement éclipsée par le Covid-19. Pendant ce temps, les exportations portugaises d'huile d'olive pour février 2020 à destination des États-Unis ont atteint un maximum historique, 40 fois supérieur au volume de février 2019.

- **Volaille**

La filière volaille prévoit 600 M€ de pertes, si la fermeture de l'hôtellerie-restauration est maintenue et si le tourisme international continue de s'effondrer. Après une augmentation de la production (jusqu'à 25%) pour le canal de la distribution au début de l'état d'alerte, les éleveurs de volailles ont dû faire face à des charges supplémentaires de logistique et de personnel. Depuis le 27 mars, leurs ventes sont revenues aux niveaux habituels dans le commerce de détail, tandis qu'aucune activité n'a repris dans les bars et restaurants. L'Association interprofessionnelle de la viande de volaille (Propollo) a demandé à la fois le Gouvernement et à la Commission européenne de prendre des mesures "urgentes".

- **Fleurs**

Les producteurs de fleurs se plaignent de ne vendre que pour les enterrements. Avec une première estimation des pertes de 23,2 M€ entre mars et avril dans la région de Murcie, la crise du Coronavirus a sévèrement impacté le secteur des fleurs coupées et ornementales, dont l'activité se limite désormais aux couronnes lors des enterrements (ce qui représente 5% de l'ensemble de l'activité en temps normal). Considérant que la valeur de leurs cultures est dix fois plus élevée que celle des fruits et légumes, les professionnels attendent une aide du Gouvernement.

- **Céréales**

Fin de sursis pour les céréales, dont les prix d'achat aux producteurs cessent leur augmentation, voire diminuent, après plusieurs semaines de hausse. Relativement préservées au début de la crise suite au mouvement de stockage massif et à la peur d'une pénurie, le retour à des comportements d'approvisionnement plus "normaux" (aussi bien du côté des fournisseurs que des consommateurs) ont mis un coup d'arrêt à l'augmentation des prix des céréales, et ont même initié une baisse pour certaines d'entre elles, selon l'Association espagnole du commerce des céréales et des graines oléagineuses (ACCOE). Ainsi, pour la semaine 15 (6 au 10 avril), le prix du blé tendre s'établit à 206,90 €/t (-0,26% par rapport à la semaine précédente), 269,17 €/t pour le blé dur (stable), 186,26 €/t pour le maïs (-0,53%), 182,21 €/t pour l'orge (-0,63%) et 181,75 €/t pour l'orge malté (-1,09%). L'évolution depuis début le 1^{er} janvier 2020 reste cependant nettement positive (+2,89% pour le blé tendre, +6,74% pour le blé dur, +3,34% pour le maïs et +0,26% d'orge).

Hausse de prix générale depuis le 1^{er} janvier pour les protéines et oléagineux. Selon l'Association espagnole du commerce des céréales et des graines oléagineuses (ACCOE), l'évolution des prix depuis le 1^{er} janvier 2020 est nettement positive pour les graines de tournesol (375 €/t, +8,7%), le colza (290,00 €/t, +23,40 %) et le soja (360 €/t, +7,46%).

- **Lait**

Les agriculteurs souffrent d'un important excédent de lait. La surproduction de lait constatée dans les principaux producteurs européens – consécutive à la baisse de la demande intérieure et aux difficultés à exporter – n'épargne pas l'Espagne. En Espagne, cette situation se traduit par l'entrée de produits à bas prix sur le marché du lait et des dérivés, notamment le fromage. La Fédération espagnole de l'industrie laitière (FENIL) s'est jointe à l'ensemble de l'industrie laitière européenne pour demander à l'Union européenne de stocker du lait en poudre, du beurre et d'autres produits laitiers afin de faire face à la crise.

- **Machinisme agricole**

Début d'éclaircie pour les concessionnaires, après une chute des ventes en mars. Une baisse de 38% des enregistrements au Registre officiel des machines agricoles (ROMA) a été enregistrée pour le mois de mars par rapport à mars 2019. La baisse est même de 65% si on considère uniquement la deuxième quinzaine de mars. Pourtant, des signes positifs de reprises ont été perçus, et sont étroitement corrélés aux multiples interventions du ministère de l'Agriculture pour considérer la filière du machinisme agricole comme activité "essentielle". Il existe des variations en fonction des régions, avec même pour certaines des évolutions positives par rapport à 2019 (Estrémadure, Murcie et Canaries). Tous les types de machines ne sont par ailleurs pas impactés de la même manière (près de -90% pour les télescopiques pour la deuxième quinzaine de mars par rapport à 2019, contre "seulement" -45% pour les

déchaumeurs). La poursuite de la reprise est espérée pour avril, avec cependant une forte dépendance au rythme de production mécanique qui est lui aussi ralenti et doit récupérer son niveau d'avant crise.

Nouvelles mesures spécifiques au secteur agricole et agroalimentaire

Résumé des demandes des Communautés autonomes auprès du ministère de l'Agriculture :

- **Castille-et-Léon** : augmenter de 70 à 130 le seuil maximal de têtes de bétail couvertes par l'aide directe aux éleveurs caprins/ovins et extension d'un mois après la fin de l'état d'alerte pour le délai d'abattage ; inclure le cochon de lait dans le dispositif d'aide directe à hauteur de 32 €/tête avec un seuil maximal de 250 bêtes ; insister auprès de Bruxelles pour les aides au stockage privé ; faciliter les flux de produits d'alimentation animale importés (blé tendre, soja et compléments en vitamines et minéraux) ; augmenter le seuil maximal de chargement de camions (de 40 tonnes à 42, voire 44) ; renforcer l'approvisionnement en EPI et inclure les travailleurs agricoles dans les politiques de tests.
- **Castille-la-Manche** : inclure les ventes aux parcs d'engraissement d'agneau/chevreaux au dispositif d'aides directes.
- **Cantabrie** : mettre en place des aides directes pour la filière bovine (sur le modèle des aides aux ovins/caprins) ; permettre la vente directe du producteur au consommateur.
- **Galice** : adapter le paiement de la TVA ; adapter les prêts garantis ICO aux besoins des filières agricoles ; mettre en place des aides directes pour les plantes ornementales ; développer de nouveaux marchés pour les vins et pièces de viande bovine haut de gamme.
- **Murcie** : assouplir temporairement le droit du travail pour accélérer l'adaptation ; activer les aides à la gestion de crises de la PAC ; baisse du taux de TVA à 4% pour les producteurs de fleurs ; délai supplémentaire, voire annulation, des cotisations temporaires de sécurité sociale pour les indépendants.

Tous les agriculteurs sont éligibles aux dispositifs de financement de l'ICO (Gouvernement). En réponse à l'interpellation des syndicats de la fin de semaine dernière, le ministère de l'Agriculture assure que tous les agriculteurs, quel que soit leur statut (indépendants, PME, coopératives agricoles, ...) et la filière, sont éligibles aux dispositifs exceptionnels de crédits mis en place par l'ICO (Institut Officiel du Crédit). Ceci inclut donc les éleveurs ovins/caprins et producteurs de fleurs coupées et plantes en pots, qui étaient particulièrement inquiets.

Le Gouvernement de Castille-et-León s'engage à prendre en charge un an de plus les intérêts sur la prolongation des prêts contractés à la suite de la sécheresse de 2017. Face à la crise provoquée par la pandémie de Coronavirus, le Gouvernement de Castille-et-León s'est engagé à payer pendant une année supplémentaire les intérêts sur la prolongation des prêts souscrits par les agriculteurs en 2017 suite à la sécheresse.

Le PP demande un plan spécifique pour l'élevage avec achats publics et aides à la congélation. Au Congrès, le Parti Populaire a exigé un plan spécifique de soutien aux éleveurs compte tenu des effets causés par l'urgence sanitaire et des restrictions de mouvement et d'activité. Ce plan comprendrait, entre autres mesures, une prime de stockage pour surgeler les produits qui ne peuvent être vendus actuellement, des achats par les administrations, et l'appui à l'ouverture de nouveaux marchés à l'export (notamment en Chine).

Distribution

Disponibilité accrue des produits dans toutes les chaînes, prix "en ligne" stables. L'organisation de consommateurs « OCU » a détecté quelques augmentations de certains produits vendus en ligne pendant la semaine de Pâques. Il s'agit d'augmentations ponctuelles qui ne se produisent pas dans tous les supermarchés (oranges et pommes de terre chez Carrefour et Dia) qui voient leurs prix augmenter en raison de la fin des offres, tandis que pour les produits conditionnés seul le poisson en conserve du Corte Inglés connaît une augmentation. En outre, elle souligne que l'approvisionnement de certains produits spécifiques s'est amélioré et que la disponibilité des produits dans toutes les chaînes s'est accrue. Ainsi, Dia est la chaîne qui compte le moins d'absences de marques spécifiques.

La grande distribution propose un plan d'action pour surmonter la crise. L'Association nationale des grandes entreprises de la distribution (ANGED, qui fédère notamment Carrefour Espagne, El Corte Inglés, Auchan Espagne et CostCo Espagne), propose différentes mesures réparties en plusieurs axes : facilité d'accès aux liquidités, allègement de la pression fiscale, baisse des cotisations sociales, inclusion des personnels en magasin dans la liste de priorité pour les tests sérologiques, flexibilisation temporaire du droit du travail pour accélérer l'adaptation et la reprise, facilitation de la transition du chômage partiel au retour à l'emploi, simplification de la législation encadrant le développement du commerce alimentaire (promotions, etc.) et politique de relance de la consommation auprès des citoyens.

Mesures de gestion de la main d'œuvre

Mise en place d'une plateforme de mise en relation entre offre et demande. Le syndicat des jeunes agriculteurs (ASAJA) s'est associé avec une entreprise spécialiste de la géolocalisation (ESRI España) afin de développer une plateforme sur laquelle sont inscrits aussi bien les candidats que les exploitations agricoles demandeuses, avec pour chacun et chacune les dates de disponibilité/besoin et la zone géographique de résidence/d'implantation. La plateforme est ouverte depuis le 8 avril, et vise à faciliter l'appariement entre offre et demande, dans le respect des conditions de proximité géographique imposées par le décret-royal. ASAJA évalue à entre 100 000 et 150 000 le nombre de travailleurs nécessaires. Rien que dans la vallée de l'Èbre (nord-est), les producteurs de fruits à noyau recherchent 50 000 travailleurs dans les prochaines semaines, d'abord pour l'éclaircissement, puis pour la récolte des nectarines, abricots, pêches et prunes.

Actions de solidarité

Les chefs espagnols soutiennent l'industrie hôtelière. Seize chefs – dont Ferran Adrià, Martín Berasategui, Pepe Rodríguez, Joan Roca et Karlos Arguiñano – ont lancé la campagne *#daremoslacara* pour adresser "un message d'espoir pour l'industrie de l'hôtellerie et de la restauration", et demander au Gouvernement d'apporter une aide à ce secteur. L'hôtellerie-restauration espagnole, avec 120 milliards d'euros par an, 6,2% du PIB et 1,7 million d'emplois, est l'un des secteurs qui a subi le plus rapidement et le plus fortement les conséquences économiques de la pandémie.

El Pozo Alimentación fait don d'un million d'unités de protection sanitaire au ministère de la Santé. Ces équipements ont été répartis dans toutes les Communautés autonomes. Le groupe a également mis à la disposition du Service de santé de Murcie plus de 100 000 unités d'équipements de protection individuelle et collabore à la livraison de produits aux aires d'arrêt et au point de rafraîchissement mis en place par la ville de Murcie pour les travailleurs du secteur des transports.

La Banque alimentaire, à court de produits alimentaires de base, en appelle aux dons financiers. Le président de la Banque alimentaire, José Manuel Pascual Salcedo, a appelé à la solidarité, car l'organisation est à court de nourriture "essentielle". Compte tenu des circonstances actuelles de la pandémie et de difficultés de gestion des dons alimentaires, il fait appel à la générosité sous forme de dons financiers.

Secteur Forêt-bois

Activité hétérogène selon les régions. Le niveau d'activité pour la transformation secondaire fixe globalement la demande pour la transformation primaire (scieries), et donc par extension le rythme d'exploitation forestière. Au Pays Basque ou en Catalogne, les scieries et l'exploitation forestière fonctionnent à des rythmes quasiment identiques à ceux d'avant crise, ce qui traduit un bon fonctionnement de la transformation secondaire, selon le Président de la Fédération espagnole des industries du bois (FEIM). Des perturbations ont en revanche été relevées dans les scieries et exploitations de Castille-et-Léon (entre Burgos et Soria), en particulier suite à la baisse d'activité de l'industrie du carton et du papier. Les exportations de bois et produits du bois vers les marchés américains et européens seraient également très perturbées, toujours selon la FEIM.

Incertitudes persistantes pour le bois de construction malgré la reprise des activités du BTP. La FEIM indique que les professionnels sont dans l'incertitude, et que bien qu'ils accueillent favorablement cette reprise d'activité, les volumes de commandes pour la menuiserie industrielle ne reprendront pas leur rythme normal immédiatement. Plusieurs chantiers seront reportés, voire annulés, et il apparaît à l'heure actuelle impossible de prévoir en quelles proportions. Un impact notable peut toutefois d'ores et déjà être envisagé pour ce qui concerne les projets de construction et de réhabilitation d'infrastructures de tourisme. Côté particuliers, l'obligation de confinement associée à la fermeture des enseignes de bricolage ont fait chuter la demande, qui devrait cependant rebondir une fois le confinement levé.

Les Fédérations professionnelles restent optimistes. Eduardo Márquez, Président de la Fédération espagnole des industries du bois (FEIM) et de la Fédération espagnole des palettes et produits du bois pour la manutention (FAPROMA) a indiqué qu'en dépit des perturbations occasionnées par la crise actuelle sur certains segments d'activité, il était assez confiant sur la capacité de la filière à résister et n'entrevoit pas pour l'avenir de fermetures d'entreprises en cascade.

PORTUGAL

Circulation des marchandises et des personnes

L'industrie agroalimentaire s'efforce de s'adapter à la réalité des nouveaux besoins des consommateurs, avec une offre de produits destinés à être consommés à domicile, et en ajustant les unités de transformation pour sécuriser l'approvisionnement régulier du marché.

Filières agricoles

- **Lait**

Surproduction laitière aux Açores. L'entreprise des Açores *Prolacto* a dû baisser la part variable du prix du lait. Au-delà des prix, Prolacto envisage la possibilité de baisser les volumes.

- **Bières**

Les brasseurs portugais dans la tourmente. L'association brassicole portugaise (*Cervejeiros de Portugal*) a demandé au Gouvernement des mesures pour aider le secteur à faire face au manque de recettes résultant de la fermeture des restaurants, cafés et bars (qui représentent environ 70 % de la consommation nationale de bière). L'association s'est également montrée préoccupée face à la baisse des exportations, qui a un impact équivalent à un tiers de la production du secteur portugais. Les fournisseurs de matières premières telles que l'orge et le houblon, ainsi que l'industrie de l'emballage, sont également fortement impactés. Les brasseurs demandent au Gouvernement un moratoire de 6 mois sur l'IABA (impôt spécial sur la bière).

- **Vins**

Les producteurs de vin se tournent vers la production d'alcool sanitaire. À la suite de la forte baisse des ventes du secteur, notamment pour les vins de haute gamme, la distillation des vins pour la production d'alcool sanitaire est préconisée par les organisations professionnelles, comme un moyen de surmonter la crise. À ce stade, les entreprises vitivinicoles estiment la réduction de leur activité à 50% en moyenne. Selon elles, l'effet de la pandémie se fera réellement sentir pendant le mois d'avril.

- **Préparations de fruits, fruits secs**

Le confinement booste les ventes de préparations de fruits et de fruits secs. L'entreprise *Frulect* (préparations de fruits, fruits secs, céréales - propriété du fonds d'investissement français *Ardian*) a augmenté ses ventes de 20 % au cours des mois de février et mars cumulés, par rapport à la même période en 2019, et recruté dix salariés supplémentaires.

Distribution

Leclerc congèle les prix des produits MDD durant l'état d'urgence. Cette mesure concerne 3 500 produits de la marque propre Guia, Marque Repère et Eco+. Les prix se maintiendront indépendamment d'éventuels hausses de coûts de production ou de transport. E. Leclerc entend ainsi rassurer les consommateurs portugais, sur les prix comme sur le niveau des approvisionnements.

Réouverture de marchés pour soutenir les produits locaux. La mairie de Chaves (nord du pays) a ouvert un marché municipal (tous les jours ouvrables) pour que les producteurs agricoles locaux, notamment de fruits et légumes, qui ont perdu la plupart de leurs débouchés, puissent vendre leurs produits directement à la population. Les organisations défendant l'agriculture familiale appellent à la réouverture des marchés et à la solidarité des chaînes de supermarchés pour la promotion des produits locaux. Pour mémoire, le ministre de l'Agriculture a récemment demandé aux municipalités de rouvrir les marchés municipaux, dans le respect des règles de sécurité imposées par l'urgence sanitaire.

Aldi Portugal accorde une prime à ses équipes en avril. La chaîne de vente au détail Aldi Portugal a décidé d'accorder une prime de 20% de leur salaire de base aux employés de ses magasins et entrepôts en avril.

Actions de solidarité

L'entreprise Licor Beirão (secteur des vins et spiritueux) lance une campagne de solidarité pour soutenir les petites entreprises de restauration, fragilisées par la pandémie. L'objectif est de créer un fonds qui, dans deux mois, sera distribué aux entreprises inscrites sur la plateforme en ligne créée par Licor Beirão.

Pêche maritime et aquaculture

Des ralentissements dans les importations. Les unités industrielles du secteur de la pêche, congelé, conserves et morue, continuent à travailler normalement. Néanmoins, les importations rencontrent quelques difficultés à cause

du transport et des difficultés à obtenir des certificats sanitaires. Le Portugal est le 3^{ème} plus gros consommateur mondial de poisson.